

ÉTUDE ÉCONOMIQUE DE LA BELGIQUE 2005

UN DÉFI POUR LES POUVOIRS PUBLICS : SE PRÉPARER AU VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

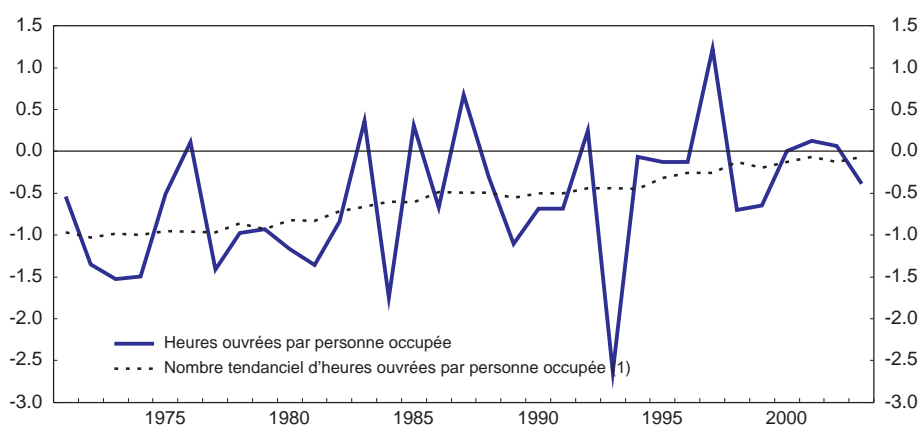
*Vous trouverez ci-joint un extrait de l'Étude économique de la Belgique, 2005, du chapitre 1,
« La vieillissement démographique réduira la croissance économique ».*

www.oecd.org/eco/surveys/belgium

Encadré 1.2. Tendances de la durée du travail

Selon des estimations, le nombre annuel d'heures ouvrées par personne occupée a baissé à un rythme annuel moyen de 0.6% sur la période 1970-2003, comparable à la moyenne des 19 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles¹. La durée du travail en Belgique reste inférieure d'environ 4% à la moyenne de ces pays. Néanmoins, la baisse de la durée du travail en Belgique a progressivement diminué (graphique 1.4), tombant à un taux annuel moyen de seulement 0.1% entre 1995 et 2003, inférieur au taux moyen (0.4%) observé dans ces pays. En Belgique, comme dans la plupart des autres pays de l'OCDE, en longue période, le nombre d'heures ouvrées par personne occupée a baissé principalement sous l'effet de trois facteurs : la hausse de la productivité du travail et, partant, du taux de salaire réel, qui permet aux travailleurs de consommer davantage de biens, et notamment de loisirs ; la hausse du taux d'activité des femmes, liée à une augmentation de la part de l'emploi à temps partiel ; la hausse de la pression fiscale et parafiscale sur les revenus du travail. D'après une régression d'un échantillon groupé pour 16 pays de l'OCDE (pour lesquels on dispose de séries complètes)² sur la période 1975-2002 avec des effets fixes et des tendances par pays, les élasticités à long terme de la durée du travail par rapport à la productivité du travail, à la part de l'emploi féminin et au taux d'imposition implicite sur le revenu salarié³ sont respectivement de -0.33, -0.17 et -0.12⁴. Cette relation incite à penser que le ralentissement de la croissance de la productivité du travail en Belgique depuis le milieu des années 90 expliquerait en grande partie le ralentissement de la baisse tendancielle de la durée du travail⁵, la stabilisation du taux d'imposition implicite du revenu salarié y contribuant elle aussi, mais dans une mesure beaucoup plus limitée. Si la croissance de la productivité du travail se stabilise aux alentours de son taux tendanciel de ces dernières années (1.5% sur la période 1995-2003) et si l'on tient compte d'une augmentation plus lente du taux de participation des femmes et d'une légère réduction de la pression fiscale sur le revenu salarié, il serait sans doute raisonnable de tabler sur une baisse de la durée du travail d'environ 0.2% par an entre 2000 et 2050, plus prononcé qu'au cours des 8 dernières années, mais beaucoup plus faible que durant le dernier quart de siècle. Il se trouve que ce taux correspond à la baisse tendancielle de la durée du travail entre 1995 et 2003.

Graphique 1.4. Croissance tendancielle du nombre d'heures ouvrées par personne occupée
Pourcentage de variation



1. Tendence estimée à l'aide du filtre de Hodrick-Prescott ($\lambda = 100$). Pour estimer la tendance, on a prolongé la série originale au-delà de 2003 à l'aide des prévisions du numéro 76 des Perspectives économiques de l'OCDE concernant la productivité du travail par personne occupée sur la période 2004-2010, en posant l'hypothèse que le nombre d'heures ouvrées continue à baisser au même rythme annuel moyen (0.1%) qu'entre 1995 et 2003.

Source : OCDE, Base de données sur la productivité et *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76.

1. Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Islande, Italie, Japon, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

2. Pays cités dans la note 1, sauf l'Irlande, l'Islande et la Nouvelle-Zélande.

3. En principe, il faudrait utiliser les moyennes des taux d'imposition moyens et marginaux de tous les individus au titre des revenus du travail (impôts sur le revenu des personnes physiques, cotisations de sécurité sociale, prélèvements sur les salaires, retenues sur les prestations et impôts sur les dépenses de consommation — autant de prélèvements qui faussent le choix entre travail et loisirs), le taux moyen prenant en compte l'effet de revenu, et le taux marginal l'effet de substitution. Ces données chronologiques n'étant pas disponibles, les taux d'imposition implicites sont utilisés à titre d'approximation. Étant donné qu'il s'agit de taux moyens macroéconomiques, ils représentent de fait des taux d'imposition moyens pondérés en fonction des revenus et sont donc plus élevés que la moyenne des taux moyens des individus. En même temps, les taux d'imposition implicites sont inférieurs à la moyenne des taux marginaux des individus. Si l'effet redistributif de la fiscalité et la base d'imposition demeurent constants, une augmentation du taux d'imposition implicite du revenu salarié sera associée à des hausses correspondantes des moyennes du taux d'imposition moyen et du taux d'imposition marginal du revenu salarié.

4. Les résultats de la régression sur données de panel sont les suivants :

La relation co-intégrante est :

$$\log HE = -0.328 \log LP - 0.001 TI - 0.002 FM + Cx + TRx + RESID$$

(-14.59) (-3.24) (-5.94)

Rbar2 = 0.999; écart-type de la régression = 0.014; DW = 0.585

Et l'équation de correction d'erreurs est

$$d \log HE = -0.004 + 0.343 d \log (HE(-1)) + 0.044 d \log (LP(-1)) - 0.279 RESID(-1)$$

(-6.72) (7.502) (1.969) (-9.067)

Rbar2 = 0.207; écart-type de la régression = 0.009; DW = 2.110

Où :

HE = heures ouvrées par personne occupée ;

LP = PIB par heure ouvrée ;

TI = taux d'imposition implicite du revenu salarié ;

FM = part de l'emploi féminin dans l'emploi total ;

Cx = constante pour le pays x ;

TRx = tendance pour le pays x ;

RESID = résidu de la relation co-intégrante.

5. Compte tenu de cette relation, le ralentissement de la croissance de la productivité du travail d'un taux annuel moyen de 2.8% sur la période 1975-95 à 1.2% depuis finirait par aboutir à une réduction de 0.5% du taux annuel moyen de la baisse de la durée du travail.

Source : Carey et Rabesona (2002) (chiffres actualisés) pour les données sur le taux d'imposition implicite ; enquête de l'OCDE sur la population active pour les données sur l'emploi ; Base de données de l'OCDE sur la productivité pour les autres données.